



IPC/R 16/00 Rev.7

ORIGINAL: English/français

DATE: September 21, 2003/  
21 septembre 2003

**WORLD INTELLECTUAL PROPERTY ORGANIZATION**  
**ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**  
GENEVA/GENÈVE

**COMMITTEE OF EXPERTS OF THE IPC UNION**  
**COMITÉ D'EXPERTS DE L'UNION DE L'IPC**

**IPC REFORM PROJECT FILE/DOSSIER DE PROJET DE RÉFORME DE LA CIB**

**SUBJECT:** STUDY OF WAYS AND MEANS FOR THE ESTABLISHMENT OF THE FRENCH VERSION OF THE ADVANCED LEVEL OF THE IPC  
**SUJET :** ÉTUDE DES MODALITÉS DE LA RÉALISATION D'UNE VERSION FRANÇAISE DU NIVEAU PLUS ÉLEVÉ DE LA CIB

ANNEX/ ANNEXE	CONTENT/CONTENU		SEE/VOIR R 16/00	ORIGIN/ ORIGINE	DATE
1	Decision by IPC/CE/29	Décision de l'IPC/CE/29		IB	17.03.00
2	Decision by IPC/REF/3 and follow-up	Décision de l'IPC/REF/3 et suite		IB	05.05.00
3	Circular No. IPC 45	Circulaire n° IPC 45		IB	10.08.00
4	Comments	Observations	Rev.1	NL	09.10.00
5	Comments	Observations	Rev.1	FR	23.10.00
6	Decision by IPC/REF/7	Décision de l'IPC/REF/7	Rev.2	IB	17.05.02
7	Report (English version)	Rapport (version anglaise)	Rev.2	IB	15.09.02
8	Report (French version)	Rapport (version française)	Rev.3	IB	10.10.02
9	Comments (re Annex 8)	Observations relatives à l'annexe 8	Rev.4	FR	31.10.02
10	Procedure for establishing the French version of the advanced level of the IPC (French version)	Procédure d'établissement de la version française du niveau élevé de la CIB (version française)	Rev.5	FR	28.05.03
11	Comments (re Annex 10)	Observations relatives à l'annexe 10	Rev.5	CH	30.06.03
12	Comments (re Annex 10)	Observations relatives à l'annexe 10	Rev.5	EP	01.07.03

13	Procedure for establishing the French version of the advanced level of the IPC (English version)	Procédure d'établissement de la version française du niveau élevé de la CIB (version anglaise)	Rev.6	FR	28.05.03
14	Rapporteur Report (French version)	Rapport du Rapporteur (version française)	Rev.7	FR	15.09.03
15	Rapporteur Report (English version)	Rapport du Rapporteur (version anglaise)	Rev.7	FR	15.09.03

ANNEX 14ANNEXE 14



FR – septembre 2003

## **Réforme de la CIB / Tâche n° 16**

### **Procédure d'établissement de la version française du niveau élevé de la CIB**

#### **Rapport du rapporteur**

En mai 2003, l'office français a présenté une proposition de procédure détaillée pour l'établissement de la version française du niveau plus élevé de la CIB. Des commentaires ont été reçus de l'office suisse et de l'office européen des brevets, favorables aux grandes lignes de la proposition et suggérant quelques amendements.

#### **Proposition du rapporteur**

La procédure d'établissement de la version française de la CIB doit respecter l'Arrangement de Strasbourg qui stipule en son article 3-1) que "La classification est établie dans les langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi".

La version française doit donc être parfaitement identique à la version anglaise et elle doit être disponible au moment de l'entrée en vigueur des amendements.

D'autre part, il a été reconnu que les ressources disponibles dans les offices qui ont le français comme langue de travail ne suffiront pas à faire face à l'augmentation du volume de travail de traduction.

Le Bureau international s'est engagé à prendre en charge la version française des modifications de la CIB et, lors de la 6<sup>ème</sup> session du Comité de Programme et Budget, il a annoncé qu'il confierait cette tâche aux traducteurs du PCT (cf. WO/PBC/6/4, fin du paragraphe 91).

R ignore quelle doit être la procédure à suivre pour le Comité d'experts de l'Union CIB par rapport à cette solution, et si le Comité d'experts doit "la noter" ou "l'approuver", en tout état de cause elle est acceptable pour les offices francophones si elle est appliquée dans le respect des délais de mise à disposition de la version française imposés par l'Arrangement de Strasbourg relatif à la CIB.

La version française des modifications du niveau élevé de la CIB devra in fine être approuvée par le Comité d'experts. Compte tenu de la fréquence des modifications du niveau plus élevé de la CIB, le Comité d'experts doit déléguer cette tâche à un organe spécifique, un "sous-comité chargé de la version française".

### **1. Sous-comité chargé de la version française**

Le Comité d'experts de l'Union CIB est donc invité à créer ce "sous-comité chargé de la version française" et à établir sa composition, son rôle et son mode de fonctionnement.

Composition : À ce jour, les offices CH, EP et FR ont manifesté par écrit leur intention de faire partie du sous-comité chargé de la version française. D'autres offices pourraient être intéressés.

R pense que le Bureau international doit également en faire partie

Rôle : Le sous-comité chargé de la version française a pour tâche de vérifier que la version française des modifications du niveau élevé de la CIB est conforme à l'Arrangement de Strasbourg, notamment en ce qui concerne le caractère identique des deux versions linguistiques, et qu'elle est compatible avec le niveau de base.

Il s'assure que la terminologie utilisée en français est conforme aux usages dans la CIB et aux différents Glossaires apparaissant dans le Guide d'utilisation ou dans le texte de la CIB et, d'une façon plus générale, il veille à l'homogénéité de la version française.

Dans ce contexte, il est habilité à formuler, via le Bureau international, des instructions générales à l'intention du service effectuant la traduction.

Il donne son avis sur l'adaptation à la CIB et à ses expressions standard des outils de traduction automatisée.

Il prend toute initiative appropriée pour corriger d'éventuelles erreurs présentes dans la version française du niveau élevé de la CIB.

Fonctionnement : Le sous-comité chargé de la version française travaille pour l'essentiel par courrier électronique. Toutefois, la possibilité de véritables réunions doit être ouverte si le besoin s'en fait sentir, notamment pour des questions de normalisation de la terminologie ou pour des adaptations terminologiques des outils de traduction automatisés.

### **2. Introduction des paragraphes appropriés dans le document "PRINCIPE ET PROCÉDURE DE RÉVISION DE LA CIB APRÈS SA RÉFORME**

Le rapport du rapporteur ci-dessous reprend donc le texte de mai 2003 dans lequel ont été introduites les modifications souhaitées par CH et EP (les modifications par rapport à la proposition de mai 2003 sont soulignées).

40. Dès l'adoption des modifications par le sous-comité spécial prévu au paragraphe 29 ci-dessus, le Bureau international transmet ces modifications aux traducteurs choisis<sup>1</sup> qui disposent d'un mois pour les traduire dans l'autre langue faisant foi et retourner une version provisoire au Bureau international.
41. Éventuellement, si le Bureau international est informé par le sous-comité spécial de projets partiellement adoptés, il peut transmettre en avance les amendements correspondants aux traducteurs en leur précisant le délai dans lequel ils doivent fournir la version provisoire correspondante dans l'autre langue.
42. Le Bureau international publie la version provisoire élaborée par les traducteurs sur le site Web de l'OMPI consacré à la CIB (vue discussion) et la transmet simultanément pour examen aux membres du sous-comité chargé de la version française<sup>2</sup>.
43. Dans un délai d'un mois, les membres du sous-comité chargé de la version française émettent un avis sur la version provisoire. Un rappel est émis par le Bureau international une semaine avant l'expiration du délai. L'absence de réponse est considérée comme un accord implicite.
44. En cas d'avis divergents, des consultations entre les membres du sous-comité chargé de la version française ont lieu en vue de trouver un accord par voie électronique. Si le nombre de points soulevés le justifie, le sous-comité chargé de la version française nomme un rapporteur par consensus et ce dernier fait une proposition récapitulative. Dans tous les cas, les autres membres de ce sous-comité donnent leur avis final dans un délai qui permet la mise à jour en temps utile de la version linguistique manquante.
45. Dans les trois mois suivant l'approbation des modifications par le sous-comité spécial prévu au paragraphe 29 ci-dessus, les amendements correspondants à apporter à la version dans l'autre langue faisant foi sont incorporés dans le niveau le plus élevé par le Bureau international. Si, exceptionnellement, cette dernière version ne peut pas être finalisée à temps, le Bureau international choisit la proposition la plus avancée pour l'introduire temporairement dans le niveau élevé de la CIB, en indiquant à l'utilisateur qu'il s'agit d'une version provisoire et en insérant un lien hypertexte vers la version adoptée par le sous-comité spécial du paragraphe 29. La version définitive est introduite dès son adoption.
46. Si postérieurement à l'incorporation des modifications dans la version française du niveau élevé, une erreur est constatée dans la version française, ou si une amélioration est proposée, le sous-comité chargé de la version française en est saisi et donne son avis en suivant la procédure des paragraphes 43 et 44 ci-dessus. Le Bureau international introduit ensuite les corrections adoptées dans la version française du niveau plus élevé de la CIB.

### **3. Modifications à introduire dans IPC/CE/32/7 (CONOPS)**

Les propositions faites par FR ont été introduites par l'OEB dans le document CONOPS qu'il a soumis à la dernière réunion de la Coopération trilatérale sur la classification.

R note que dans ce document établi par l'OEB, l'expression "special group of offices responsible for the establishment of the french version" qui apparaît plusieurs fois devrait être précisée en indiquant qu'il s'agit d'un organe mandaté par le Comité d'experts de l'Union CIB.

[A noter que des corrections devraient également être introduites pour la clarté du texte français, mais sans rapport avec l'établissement de la version française de la CIB, p.1 de l'annexe et dans les chapitres 2.8 (avant-dernier paragraphe) et 3.4 (dernier paragraphe)].

[Annex 15 follows/  
L'annexe 15 suit]

---

<sup>1</sup> A préciser

<sup>2</sup> Introduire une référence à la décision de création de ce sous-comité chargé de la version française.

ANNEX 15/ANNEXE 15



FR – September 2003

## **Reform of the International Patent Classification (IPC) / Task No. 16**

### **Procedure for Establishment of the French Version of the Advanced Level of the IPC**

#### **Rapporteur Report**

In May 2003, the French Office submitted a proposal for a detailed procedure for establishing the French version of the advanced level of the IPC. Comments have been received from the Swiss Office and the European Patent Office, supporting the broad outline of the proposal and suggesting a number of amendments.

#### **Rapporteur's proposal**

The procedure for establishing the French version of the IPC should respect the Strasbourg Agreement, Article 3(1) which stipulates that “the Classification shall be established in the English and French languages, both texts being equally authentic.”

The French version should therefore be perfectly identical to the English version and should be available at the time of entry into force of the amendments.

Furthermore, it has been recognized that the resources available in the offices which have French as a working language will not be sufficient to cope with the increased translation workload.

The International Bureau agreed to take responsibility for the French version of the amendments to the IPC and, at the sixth session of the Program and Budget Committee, it announced that it would entrust this task to the PCT translators (cf. WO/PBC/6/4, end of paragraph 91).

The Rapporteur is unaware of the procedure to be followed by the Committee of Experts of the IPC Union in relation to this solution and, if the Committee of Experts is to “note it” or “approve it,” it is in any case acceptable to the French-speaking offices, provided that it is applied in observance of the deadlines for making the French version available imposed by the Strasbourg Agreement in relation to the IPC.

The French version of the amendments of the advanced level of the IPC should eventually be approved by the Committee of Experts. Given the frequency of the amendments to the advanced level of the IPC, the Committee of Experts should delegate this task to a specific body, a “sub-committee responsible for the French version.”

### **1. Sub-committee responsible for the French version**

The Committee of Experts of the IPC Union is therefore invited to set up this “sub-committee responsible for the French version” and to establish its membership, its role and its method of operation.

**Membership:** To date, the French, Swiss and European Patent Offices have made clear in writing their intention to form part of the sub-committee responsible for the French version. Other offices might be interested.

The Rapporteur believes that the International Bureau should also form part of the sub-committee.

**Role:** The sub-committee responsible for the French version is responsible for verifying that the French version of the amendments of the advanced level of the IPC complies with the Strasbourg Agreement, in particular regarding the identical nature of the two language versions, and that the French version is compatible with the core level.

It ensures that the terminology used in French complies with the practices of the IPC and the different glossaries appearing in the User Guide or in the text of the IPC and, in more general terms, it ensures that the French version is uniform in nature.

In this context, it is authorized to issue, via the International Bureau, general instructions intended for the department responsible for the translation.

It gives its opinion on the adaptation to the IPC and to its standard expressions of the automated translation tools.

It takes all appropriate initiatives to correct possible errors present in the French version of the advanced level of the IPC.

Operation: The sub-committee responsible for the French version works essentially by electronic mail. However, the possibility of actual meetings should be left open where the need arises, in particular for issues relating to standardization of terminology or to changes in terminology relating to the automated translation tools.

## **2. Insertion of appropriate paragraphs in the document “REVISION POLICY AND REVISION PROCEDURE FOR THE REFORMED IPC**

The Report of the Rapporteur below therefore contains the text produced in May 2003, in which the amendments sought by the Swiss and European Patent Offices were inserted (the amendments to the proposal made in May 2003 are underlined).

40. *As soon as the amendments by the special sub-committee provided for in paragraph 29 above are adopted, the International Bureau forwards these amendments to the selected translators<sup>1</sup> who have one month to translate them into the other authentic language and return a provisional version to the International Bureau.*

41. *If the International Bureau is informed by the special sub-committee of partially adopted drafts, it may possibly forward in advance the corresponding amendments to the translators and specify to them the deadline within which they must provide the corresponding provisional version in the other language.*

42. *The International Bureau publishes the provisional version produced by the translators on the WIPO website devoted to the IPC (in view of the discussion) and forwards it simultaneously for examination to the members of the sub-committee responsible for the French version<sup>2</sup>.*

43. *Within one month, the members of the sub-committee responsible for the French version issue an opinion on the provisional version. A reminder is issued by the International Bureau one week prior to the deadline. The lack of a response is considered to indicate implicit agreement.*

44. *In case of differing opinions, consultations between the members of the sub-committee responsible for the French version take place with a view to finding an agreement by electronic means. If the number of issues raised so justifies, the sub-committee responsible for the French version appoints a rapporteur by consensus and the rapporteur makes a reiterative proposal. In all cases, the other members of the sub-committee give their final opinion within a period allowing the missing language version to be updated in due course.*

---

<sup>1</sup> To be specified.

<sup>2</sup> Insert a reference to the decision to set up this sub-committee responsible for the French version.

45. *Within three months of the approval of the amendments by the special sub-committee provided for in paragraph 29 above, the corresponding amendments to be made to the version in the other valid language are incorporated in the advanced level by the International Bureau. If, exceptionally, the latter version cannot be finalized in time, the International Bureau chooses the most advanced proposal in order to insert it, on a provisional basis, in the advanced level of the IPC, indicates to the user that the version in question is provisional and inserts a hypertext link to the version adopted by the special sub-committee provided for in paragraph 29. The final version is inserted as soon as it is adopted.*

46. *If, subsequent to the incorporation of the amendments in the French version of the advanced level, an error is noted in the French version, or if an improvement is proposed, the matter is referred to the sub-committee responsible for the French version, which gives its opinion by following the procedure in paragraphs 43 and 44 above. The International Bureau then inserts the corrections adopted in the French version of the advanced level of the IPC.*

### **3. Amendments to be inserted in IPC/CE/32/7 (CONOPS)**

The proposals made by the French Office have been inserted by the EPO in the CONOPS document which it submitted to the last meeting on trilateral cooperation on the Classification.

The Rapporteur notes that in the document drawn up by the EPO, the phrase “special group of offices responsible for the establishment of the French version,” which appears several times, should be made clearer by indicating that the body in question is mandated by the Committee of Experts of the IPC Union.

[It should be noted that corrections should also be inserted for the sake of clarity of the French text, but with no relation to the establishment to the French version of the IPC, page 1 of the Annex and in Chapters 2.8 (penultimate paragraph) and 3.4 (last paragraph)].

[End of Annex 15 and of document/  
Fin de l'annexe 15 et du document]